

L'incroyable égoïsme des pays riches

L'évolution du développement mondial depuis dix ans est claire et dramatique: tout ce qui est riche et fort, s'enrichit et se renforce, tout ce qui est pauvre s'appauvrit et s'enfoncé dans la misère. Le fossé se creuse entre la moitié la mieux dotée de l'humanité (1 milliard 600 millions de personnes) et la moitié la plus dépourvue de ressources (1 milliard 200 millions).

Trois chiffres illustrent cette évolution. De 1965 à 1975, le revenu moyen des plus pauvres, soit environ 150 dollars en 1975, a augmenté de 2 dollars par an et par personne. Ce qui signifie, étant donné l'inégalité dans la répartition du revenu dans ces pays, que pour la plus grande masse de la population, le revenu a baissé et la situation s'est dégradée. Celui des pays à «revenu intermédiaire», soit 950 dollars environ, s'est accru de 30 dollars par an et par habitant; celui des pays industrialisés, environ 5 200 dollars, de 130 dollars par an et par habitant.

Les pays pauvres s'appauvrissent

Le diagnostic de la Banque Mondiale est redoutable pour l'avenir de l'humanité si rien ne vient changer le cours des choses. Les pays les plus pauvres s'enfoncent dans une situation de plus en plus désespérée, la chute s'est accélérée depuis 1973. Les pays en développement répartissent si mal le fruit de leur croissance, qui est réelle, qu'ils creusent le fossé intérieur entre les privilégiés et les masses, compromettant ainsi l'avenir de leur propre développement et créant une situation politique explosive. Les pays industrialisés quant à eux, s'enferment de plus en plus dans une croissance égoïste.

Si l'on entend par sous-développement l'aggravation de la mal-

nutrition, de la maladie, de l'analphabétisme, du manque de logement... c'est-à-dire des conditions de vie, il est certain, selon la Banque Mondiale, que pour le 1 milliard 200 millions d'hommes qui vivent dans les 29 pays les plus pauvres (1) depuis 10 ans, le sous-développement s'est accru alors que partout ailleurs il a régressé, cédant peu à peu la place au développement malgré de graves inégalités persistantes.

Les informations complémentaires fournies par la CNUCED sont, sur ce point, très éclairantes. Le revenu réel par habitant et par an a augmenté entre 1960 et 1970 dans les 29 pays du groupe les plus pauvres, de 0,7 %; entre 1970 et 1974, de 0,4 % et il a régressé de — 2 % entre 1973 et 1974.

Concrètement, ces chiffres veulent dire que sur les 1 200 millions d'habitants du Groupe, 750 millions sont dans ce que la Banque Mondiale appelle «La pauvreté absolue». C'est dire que ces populations connaissent un taux de mortalité infantile 8 fois plus élevé que chez nous; une espérance de vie inférieure d'un tiers à la nôtre (50 ans au lieu de 72 ans); que 62 % des adultes ne savent ni lire ni écrire contre 1 % chez nous; qu'enfin, une personne sur deux a un niveau de nutrition inférieur au minimum acceptable et que «pour des millions d'enfants en bas âge, l'alimentation est si pauvre en protéines, que leur cerveau en est endommagé». Ces pays «sont littéralement prisonniers d'une situation dont il leur est impossible de se dégager tout seuls» (2) estime le Président de la Banque Mondiale.

Le rapport Mac Namara oppose à cette situation désastreuse des 29 pays, les progrès réalisés dans 80 pays dits «à revenu intermédiaire» (900 millions d'habitants). Pour l'ensemble de ces pays, le taux annuel de croissance a été de l'ordre de 6,8 % au cours des dix dernières an-

nées et 20 pays du groupe représentant 45 % de la population, ont enregistré une croissance réelle de 8,8 % par an. Le revenu individuel moyen de ces 390 millions d'habitants, a augmenté de 75 % en dix ans, soit 32 dollars de plus en moyenne par personne et par an. La Banque estime que ces pays en développement à revenu intermédiaire ont commencé à se doter de structures permettant d'escompter une forte croissance économique. Toujours selon la Banque, leur situation «s'est considérablement améliorée». Concrètement, cela s'est traduit sur le plan social «par une certaine réduction de la malnutrition, du chômage, par une amélioration du taux d'alphabétisation et de l'espérance de vie des populations» (2).

Mais la Banque Mondiale craint aussi que la poursuite de cette percée reste aléatoire pour deux raisons: la persistance de la récession conjuguée à l'inflation mondiale, la trop grande inégalité dans la répartition des richesses à l'intérieur de ces pays.

Depuis 1973 la détérioration des termes de l'échange des pays en développement qui doivent importer leur pétrole et subir le contre-coup de la stagflation (3) mondiale sur leurs exportations a ramené leur taux de croissance par habitant à 1,5 % en 1975. La conjoncture mondiale a donc une importance décisive sur l'avenir du développement pour ce groupe de pays.

L'extraordinaire croissance des pays riches

D'autre part, l'inégalité dans la répartition interne des fruits de la croissance creuse de plus en plus le fossé qui sépare les masses populaires des classes dirigeantes. Ces dernières détournent à leur seul profit les avantages du développement économique, tandis que 170 millions de personnes sur 900 sont toujours dans un état de «pauvreté absolue» dans ces pays. Des centaines de millions d'autres sont à peine mieux loties avec un revenu inférieur au tiers du revenu moyen.

Pour ces hommes et ces femmes qui

voient l'économie de leur pays se développer sans qu'ils en profitent, la frustration est plus grande encore que pour les habitants des pays très pauvres. « *Alors que leurs sociétés progressent rapidement, pour eux rien ne change* » conclut Mac Namara. Une telle situation est socialement et politiquement très explosive.

Dans un monde où la simple survie pose à plus de 2 milliards d'êtres humains des problèmes quotidiens quasi insurmontables, où des centaines de millions d'enfants sont gravement sous-alimentés, les 700 millions d'hommes qui ont la chance d'être nés dans les pays industrialisés, ont connu la croissance de leur richesse par habitant la plus spectaculaire de leur histoire au cours des dix dernières années 1965-1975. « *Jamais de mémoire d'homme cette augmentation n'avait été aussi forte* » estime le rapport Mac Namara, 130 dollars par an et par personne durant 10 ans. Ceci malgré les difficultés intérieures et les problèmes internationaux auxquels ces pays ont été confrontés et qui semblent seuls avoir retenu l'attention d'une opinion publique exclusivement préoccupée d'elle-même.

Jamais croissance n'a été plus égoïste, plus repliée sur elle-même. Sur le plan international, mis à part les prudents accords de Lomé entre l'Europe des Neufs et les pays africains des Caraïbes et du Pacifique (ACP), les pays industrialisés ont pratiquement opposé une fin de non recevoir à toutes les suggestions du Tiers Monde visant à modifier les structures et les règles du jeu du marché mondial et à créer un Nouvel Ordre Economique International plus juste et plus humain, à alléger le fardeau des dettes qui représente 13 % des recettes d'exportation des peuples les plus pauvres.

Prêt : un demi-dollar pour 130 gagnés

Sur le plan financier, en 1975, les 17 pays les plus riches du monde, membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) n'ont consacré à des conditions de faveur que 0,36 % de leur Produit National Brut global à l'Aide Publique au Développement, soit 13,6 milliards de dollars sur une richesse produite en 1975 de 3 886 Milliards de dollars. **Sur les 130 dollars de revenu moyen supplémentaire gagnés en 1975 par chaque habitant des pays riches moins d'un demi dollar a été prêté et non donné, donc avec remboursement et taux d'intérêt, au Tiers Monde !**

Mais ce qui est plus grave, c'est que les pays industrialisés progressent plus rapidement encore dans l'égoïsme que dans la richesse.

En 1970, les Nations Unies avaient demandé aux pays industrialisés de consacrer 0,70 % de leur PNB à l'aide publique

au Tiers Monde et de réserver 0,20 % de ces fonds à des programmes de lutte contre « *la pauvreté absolue* ». Cela devait permettre d'arriver à couvrir les besoins fondamentaux, notamment alimentaires, des populations les plus démunies. En 1975, les prêts des 17 pays les plus riches du monde, membres du CAD, n'atteignent que la moitié de l'objectif 0,36 % ; les perspectives pour 1980 sont encore plus mauvaises : 0,33 %.

En 1975, deux pays seulement ont atteint l'objectif de 0,70 % , les Pays Bas 0,75 % et la Suède 0,82 %. Si l'on s'en tient aux déclarations d'intentions des gouvernements, en 1980, 5 pays seulement l'atteindront : le Canada, le Dane-

mark, la Norvège, les Pays Bas et la Suède ; six pays diminuent leur pourcentage : l'Allemagne, l'Autriche, la Nouvelle Zélande, la Suisse, les USA, le Japon.

(à suivre)

(1) Les vingt-neuf pays les plus pauvres : Afrique : Bénin, Botswana, Burundi, Ethiopie, Gambie, Guinée, Lesotho, Mali, Malawi, Niger, Ouganda, République Centrafricaine, Rwanda, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Haute-Volta ; Asie : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Laos, Iles Maldives, Nepal, Sikkim, Yemen du Sud, Yemen du Nord ; Amérique latine : Haïti ; Océan indien : Samoa occidentale.

(2) Discours prononcé devant le Conseil des Gouverneurs par R. Mac NAMARA Président du Groupe de la Banque Mondiale - Manille - Philippines - 4 octobre 1976. Diffusion BIRD : 66 avenue d'Iéna 75116 Paris.

(3) Stagflation = récession + inflation.

La peur de remettre en cause des privilèges

par LIONEL JOSPIN (*)

Il n'était pas raisonnable d'espérer que la conférence Nord-Sud ébauche véritablement un nouvel ordre économique mondial. Il aurait fallu pour cela que les pays capitalistes développés acceptent de commencer à remettre en cause les structures inégales du système économique mondial. Mais l'on pouvait penser que les travaux entrepris déboucheraient sur de premiers accords sérieux répondant aux principales revendications des pays sous-développés.

En fait, seule la peur d'assumer un échec complet — qui, au terme normal des travaux de la conférence, paraissait certain — a conduit aux efforts diplomatiques de dernière heure, qui expliquent ce communiqué commun enregistrant simplement des points d'accord et des points de désaccord.

La conférence Nord-Sud se caractérise par la médiocrité et l'insuffisance de ses résultats.

Sur l'énergie, il est normal, sans doute, que les pays développés grands consommateurs, s'efforcent d'avoir des garanties sur la sécurité et le niveau de prix prévisible de leurs approvisionnements. Mais comment pouvaient-ils avoir l'illusion d'obtenir, dans le cadre de la conférence, des représentants du tiers-monde des concessions sur un point essentiel sans donner eux-mêmes de preuves qu'ils prennent sérieusement en compte les revendications des pays pauvres (sur les matières premières, sur le financement du développement, sur les transferts de technologie, sur l'industrialisation, sur la réforme du système monétaire international) ? Des concessions réciproques n'ont de sens qu'entre véritables partenaires, ce que ne sont pas devenus les pays sous-développés.

La liste des « accords » réalisés montre que la stratégie des pays industrialisés n'a pas changé :

— Consentir un peu plus d'aide : 1 milliard de dollars pour les pays les plus pauvres alors que la seule dette des pays en voie de développement se monte aujourd'hui à plus de 180 milliards ;

— Envisager d'étaler la dette de certains pays ;

— Accepter une fois de plus, le principe de la création d'un fonds de stabilisation des matières premières, mais pour le dissoudre dans un calendrier de négociations qui risquent de durer interminablement ;

— Tenter de diviser les pays du tiers-monde en séparant les pays producteurs de pétrole et les autres.

La conférence Nord-Sud n'a pas atteint son objectif, qui était d'amorcer un mouvement vers l'établissement de nouvelles structures économiques internationales. Les pays industrialisés n'ont pas encore vu qu'il y allait de leurs intérêts bien compris et de la paix du monde.

Tout en se glorifiant d'être à l'origine de cette conférence, la France s'est confinée dans un rôle d'hôtesse d'accueil soucieuse seulement au dernier moment et pour des raisons de prestige diplomatique d'éviter un échec avoué. Ni elle ni la C.E.E. n'ont fait de propositions véritablement constructives. Les pays en voie de développement sont laissés à leurs difficultés, la France et l'Europe demeurent dans l'ombre, l'ombre des Etats-Unis.

(*) Secrétaire International pour le tiers-monde du parti socialiste

in : Le Monde, 4/6/1977